

RAPPORT

sur la situation en matière de



L'Orne
durable par nature

développement durable

Bilan 2017

Pôle attractivité environnement



L'ORNE
Conseil départemental

Avancer, c'est notre nature



PRÉAMBULE

**Pour ce 7^e rapport
relatif à la situation
en matière de
« Développement
durable »,
le principal
changement porte
sur la nouvelle
architecture LOLF
en vigueur depuis
le 1^{er} janvier 2018.**

Ceci permettra de faciliter la lecture et de mettre en cohérence l'évolution des budgets avec les missions correspondantes.

Ce nouvel exercice permet donc de situer notre action globale au regard des cinq finalités retenues : la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources, la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations, l'épanouissement de tous les êtres humains et la dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Mise en œuvre depuis de nombreuses années, la démarche de développement durable souhaitée par le Conseil départemental de l'Orne s'ancre donc chaque année un peu plus dans l'ensemble des services de même qu'à travers les politiques territoriales menées de manière volontaire.

C'est ainsi qu'en 2016, le service espace rural et agriculture a été renommé service développement durable des territoires, afin de mieux cadrer avec l'évolution de ces politiques territoriales et mieux structurer l'action interne.

SOMMAIRE

A - Panorama DD 2017 du Conseil départemental de l'Orne p.4

B - Les actions de la collectivité sur le territoire en matière de développement durable p.5

B.1 - Aménagement environnement p.5

Programme grands projets (921) p.5

Programme transport de personnes (922) p.6

Programme environnement (923) p.7

Programme agriculture et cheval (924) p.10

Programme action numérique (925) p.11

B.2 - Jeunesse culture p.12

Programme sport (931) p.12

Programme collège - formation initiale - jeunesse (932) p.13

Programme action culturelle et enseignement artistique (933) p.14

Programme patrimoine culturel (934) p.15

B.3 - Économie finances p.16

Programme Solidarité territoriale (971) p.16

Programme action touristique (972) p.18

B.4 - Sanitaire social p.19

Programme enfance/ famille (961) p.19

Programme dépendance handicap (962) p.20

Programme cohésion sociale (963) p.21

Programme santé (964) p.22

C - La collectivité exemplaire et responsable p.23

Bâtiments et propriétés départementales (941) p.23

Équipements et services (942) p.24

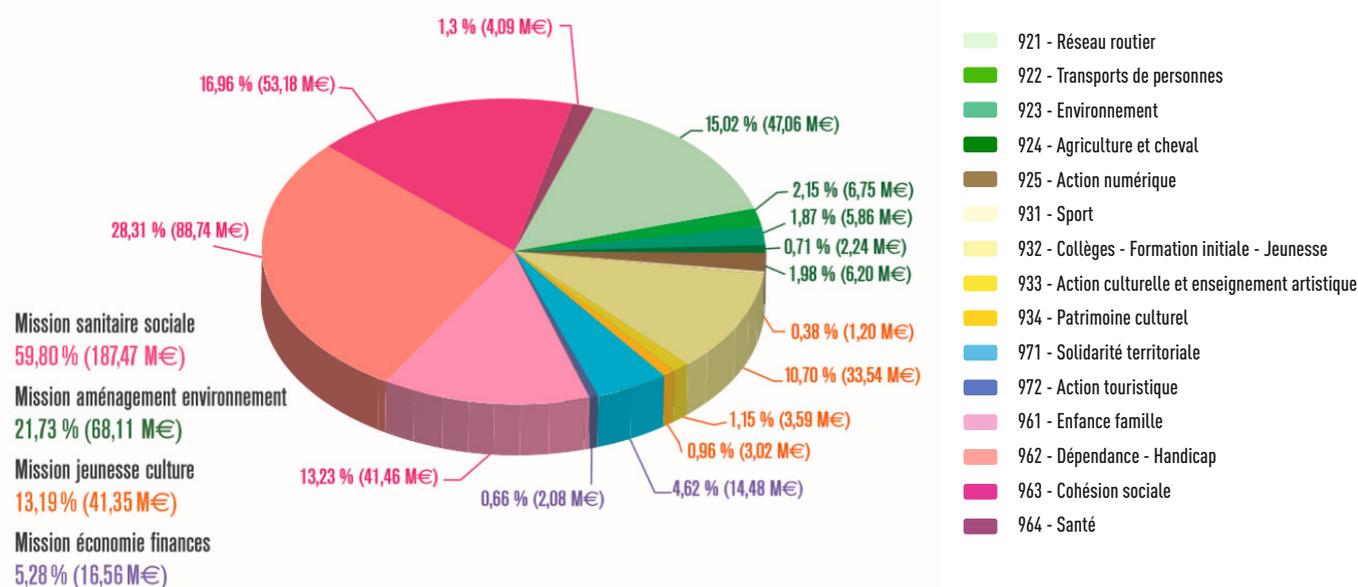
Glossaire p.26

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

A - Panorama DD 2017 du Conseil départemental de l'Orne

Le budget départemental est en 2017 de 313,49 M €, soit en baisse de 4,47 % par rapport à 2016 et s'explique en partie par le transfert de compétences des transports scolaires à la Région au 1^{er} septembre 2017.

Dépenses totales - Total : 313,49 M€ hors opération financières et mouvements d'ordre



Parallèlement à cette baisse du budget départemental, on constate une augmentation des dépenses liées au domaine social qui atteignent près de 60 % du budget.

Dans un souci de maîtrise des dépenses départementales, plusieurs projets ont vu le jour afin d'améliorer l'impact de nos actions sur les finalités du développement durable :

- Mise en place d'un nouveau service de location de véhicules électriques aux particuliers : AutoFree 61 ;
- Installation de systèmes de télé-relèves sur les bâtiments départementaux et les collèges les plus consommateurs afin de mieux maîtriser les consommations d'eau et d'énergies et détecter plus rapidement les éventuelles fuites ;
- Mise en place de 94 m² de panneaux photovoltaïques sur le toit de l'Atrium Gérard Burel ;
- Actions de lutte contre le gaspillage alimentaire menées avec 10 collèges ;
- Mise en œuvre de la stratégie vélo départementale afin de développer un tourisme durable et inciter les Ornais aux déplacements doux ;
- Création du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

B - Les actions de la collectivité sur le territoire en matière de développement durable

B.1 Aménagement environnement

Programme grands projets (921)

CONSTATS

Dans ce domaine les collectivités conservent la volonté et la capacité à continuer d'investir

La suppression des passages à niveau de Nonant-le-Pin est en cours

IMPACTS

La mise à 2 x 2 voies de la RD 924 section Landigou-Durcet a été achevée et ouverte en juin.

Le contournement nord-ouest de Flers a été quasiment achevé fin 2017

La nécessité des travaux de suppression de certains passages à niveaux permet d'améliorer fortement la sécurité des usagers



Dans le cadre de l'amélioration des conditions de sécurité des agents du Conseil départemental de l'Orne intervenant notamment sur les chantiers routiers et pour aider à développer et tester en situation réelle les équipements de protection individuelle (EPI) confectionnés par l'entreprise Kiplay, Christophe de Balorre, président du Conseil départemental de l'Orne et Marc Pradal, président directeur général de Kiplay, ont signé un partenariat permettant de sceller une collaboration active sur la mise au point de vêtements de sécurité innovants à forte valeur ajoutée en technologie.



Inauguration de la 2x2 voies de la RD 924 section Landigou-Durcet le 15 juin 2017

Indicateurs LOLF

- 61 accidents mortels sur obstacle sur voies départementales (+ 48,8%)
- 241 km de revêtement réalisés (- 15,7 %)



OPÉRATION SÉCURITÉ

En 2017, le Département a réalisé des aménagements de voirie, mis en place ou renouvelé des glissières de sécurité et de signalisation pour un montant total de 1,55 M€ (soit une diminution de 26,5 % par rapport à 2016).

ENTRETIEN DES ROUTES DÉPARTEMENTALES



- Entretien courant (fonctionnement)
- Grosses réparations (investissement)

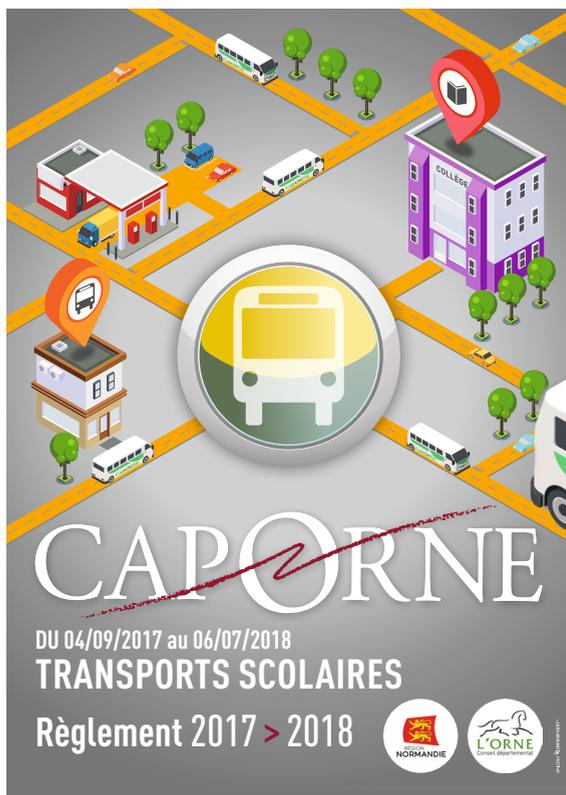
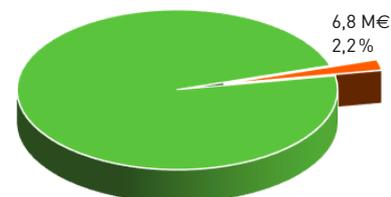
RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE



► Programme transport de personnes (922)

CONSTATS Suite à la loi NOTRe, les compétences départementales de transports non urbains, à l'exclusion des services de transport pour les élèves handicapés, ont été transférées le 1^{er} septembre 2017 aux régions.
Depuis cette date, une délégation de compétence en matière de transports non urbains (réguliers et scolaires) a été signée pour 5 ans.

IMPACTS La Région définit la stratégie de transport à l'échelle régionale, la coordination des différents modes de transport et la tarification.
Le département met en œuvre la stratégie régionale et la gestion opérationnelle du quotidien.
L'organisation et le financement du transport des élèves handicapés sont désormais gérés par le pôle sanitaire et social depuis le 1^{er} septembre.



↗ Indicateurs LOLF

- 10 259 élèves transportés sur les lignes dédiées au transport scolaire (-3,24 %)
- 3 800 élèves transportés sur les lignes régulières (-0,6 %)
- 175 incidents (+20.5 %)
- 46 véhicules de transport en régie, soit deux véhicules de plus par rapport à 2016
- 195 véhicules de transports privés (- 12,22 %)



NOUVEAU EN 2017...

Dans le cadre de la loi NOTRe, les compétences départementales de transports non urbains à l'exclusion des services de transport pour les élèves handicapés ont été transférées à la Région :

- le 1^{er} janvier 2017 pour les transports non urbains réguliers ou à la demande,
- le 1^{er} septembre pour le transport scolaire.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

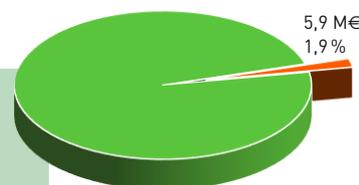
► Programme environnement (923)

CONSTATS

La protection de la ressource en eau reste au cœur de l'activité départementale
 À travers Orne-Métropole, le SATTEMA réalise des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) ou maîtrise d'oeuvre (MO)
 Deux réseaux de mesures permettent de suivre l'évolution de la qualité des eaux
 Le département poursuit ses actions sur le territoire en faveur du développement durable
 L'assemblée départementale a adopté une stratégie vélo en décembre 2016
 33 sites naturels ont bénéficié d'actions du département

IMPACTS

2 M€ ont été alloués pour des travaux d'alimentation en eau et d'assainissement, des études et travaux pour la restauration des cours d'eau ou la lutte contre les inondations
 9 opérations ont été réalisées via Orne Métropole dont la moitié concerne des diagnostics réseau assainissement/pluvial
 La qualité de l'eau s'avère globalement satisfaisante dans le Département.
 10 collèges ont mené des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire : le collège de La Ferté-Macé est arrivé en tête du défi « Assiettes vides » organisé par le REGAL (*Réseau pour Eviter le Gaspillage ALimentaire en Normandie*) de Normandie
 4 collèges ont été retenus à l'appel à projet E3D (*Etablissement en Démarche de Développement Durable*)
 De nombreux travaux et études ont été menés au niveau des voies vertes et des routes partagées qui constitueront le futur réseau départemental
 Les ENS ont accueilli 137 000 visiteurs et une forte progression des visites libres est constatée



► Défi assiettes vides



➤ 21 collèges normands ont participé au défi « Assiettes vides » organisé par le REGAL de Normandie et parmi eux 10 collèges de l'Orne.

Le gagnant de ce défi est le collège Jacques Brel de La Ferté-Macé avec 16 g / pers / repas. Et en 2^e position le collège Gaston Lefavrals de Putanges-le-Lac avec 39 g / pers / repas (moyenne régionale : 101 g / pers / repas, moyenne nationale : 180 g / pers / repas).



PARTENARIAT AVEC UNE ASSOCIATION D'INSERTION

En 2017, le partenariat avec le Collectif d'Urgence se poursuit. La collecte et le tri du papier ont été mis en place aux Archives départementales et à la Médiathèque.

Cette activité permet non seulement de réduire les montants de la redevance spéciale que doit verser le Conseil départemental, mais aussi de créer des emplois au sein de cette association. C'est pourquoi la collecte des papiers et cartons par le Collectif d'Urgence est en passe d'être étendue à tous les sites du Conseil départemental (1^{er} février 2018), ce qui devrait permettre une économie de 3 000 €/an.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

VALORISATION DU PAPIER PAR UNE ENTREPRISE LOCALE

L'entreprise "Encore" (Manche) collecte gratuitement et valorise le papier dans une papeterie familiale. En 2017, ce sont plus de huit tonnes de papiers qui ont été collectées aux Archives départementales et à la Médiathèque et onze tonnes d'anciens manuels scolaires récupérés dans 14 collèges de l'Orne, générant 2000 € d'économie.

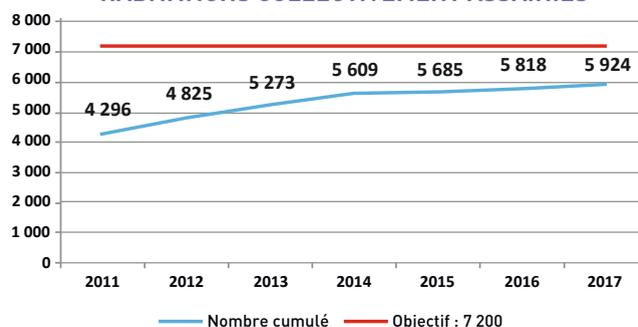
Le service d'appui technique au traitement des eaux et des milieux aquatiques (SATTEMA) apporte un appui aux collectivités en matière d'assainissement. Ainsi, en 2017, en assainissement collectif, sur 84 collectivités exploitant des stations, 81 ont bénéficié de ce service, soit 95 % du parc départemental.



Indicateurs LOLF

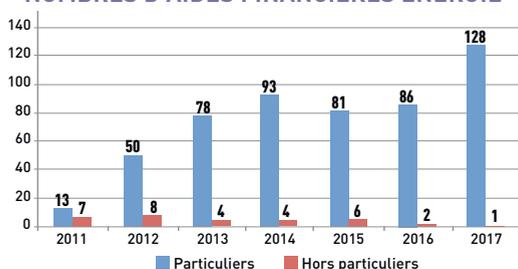
- 134 dossiers instruits en matière d'économie d'énergie contre 94 en 2016 (+ 42,5 %)
- 106 habitations collectivement assainies portant le nombre total à 7 991 (94 % de la cible)

HABITATIONS COLLECTIVEMENT ASSAINIES



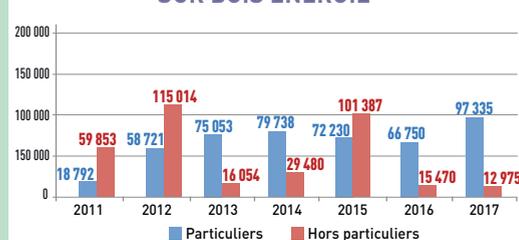
Par l'action du département, l'objectif d'habitations collectivement assainies est presque atteint.

NOMBRES D'AIDES FINANCIÈRES ÉNERGIE

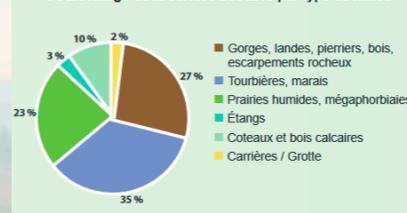


La politique de soutien au bois énergie correspond à un réel besoin, on constate notamment une forte augmentation des demandes provenant des foyers en situation de précarité énergétique.

MONTANT DES SUBVENTIONS (€) SUR BOIS ÉNERGIE



Pourcentage de la surface des ENS par type de milieu



Bilan synthétique sur les espaces naturels sensibles

22 sites ont fait l'objet d'études et de suivis scientifiques :

- 554 animations (1/2 journée) ont été effectuées avec une fréquentation de 11 600 personnes, dont 150 animations pour le grand public regroupant 2 360 personnes et 404 animations pour les scolaires et centres de loisirs pour 9 240 personnes
- 137 000 personnes ont été comptabilisées en visites libres sur douze sites témoins

Gestion et entretien des sites

- 25 sites ENS ont fait l'objet de travaux
- 67 chantiers réalisés dont 50 réalisés avec des associations
- 1 030 journées de personnes en insertion

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE VÉLO DÉPARTEMENTALE

En 2017, de nombreuses actions ont permis d'améliorer fortement la prise en compte du vélo dans l'Orne, tant pour le développement du tourisme, en forte expansion au niveau mondial, que pour les transports « utilitaires » ou familiaux.

VÉLOSCÉNIE :

Voie verte Alençon – Sablons sur Huisne :

Suite à la signature d'une convention de mise à disposition d'agents départementaux auprès du syndicat mixte Alençon - Condé sur Huisne, de nombreux efforts ont été portés afin de redonner à ce tronçon emblématique de la véloscénie tout l'éclat attendu :

- Renouvellement du marché d'entretien
- Remplacement de 38 barrières
- Nettoyage de l'ensemble des panneaux
- Installation d'un nouvel éco-compteur à la Mesnière
- Réalisation d'un plan de gestion de haies
- Mise en place d'une déviation de St-Langis-lès-Mortagne



Le relevé du compteur installé à St-Germain-des-Grois fait état du passage de 10 368 vélos dans les 2 sens et 21 218 piétons.

	Total des passages	Moyenne journalière	Jour de la semaine le plus fréquenté	Mois le plus fréquenté	Répartition	
					IN	OUT
Vélo	10 368	28	Dimanche	Juillet 17 2 563	49	51
Piétons	21 218	58	Dimanche	Août 17 4 817	51	49

Voie verte Alençon – Pré en Pail – Rives d'Andaines :

En 2017, plusieurs réunions avec SNCF Réseau ont permis d'avancer sur le partenariat souhaité entre les départements de l'Orne et de la Mayenne pour aménager en voie verte l'ancienne voie ferrée Alençon – Rives d'Andaines via Pré-en-pail.

Mise en œuvre de la stratégie départementale :



Les rails et traverses ont été déposés sur 18 km de voie ferrée.

Stratégie vélo dans l'Orne



Afin de mettre en œuvre la stratégie départementale, les tracés ont été étudiés, en partenariat avec les collectivités traversées, en croisant les aspects sécurité, dénivelé, présence de gares et intérêt touristique.

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

► Programme agriculture et cheval (924)

CONSTATS

La loi NOTRe adoptée en août 2015 a confié la compétence d'octroi des aides directes aux exploitants agricoles à la Région.

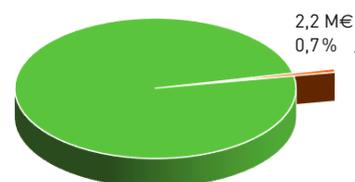
L'Orne poursuit son soutien important à la filière équine ainsi qu'au grand projet du Pin.

IMPACTS

En juin 2017, le Département, avec l'accord de la Région, a décidé d'apporter un soutien financier complémentaire aux aides régionales agricoles notamment pour les petits investissements de modernisation et de développement des exploitations agricoles.

683 487 € ont été alloués au domaine sportif équin, à l'élevage et au grand projet du Pin.

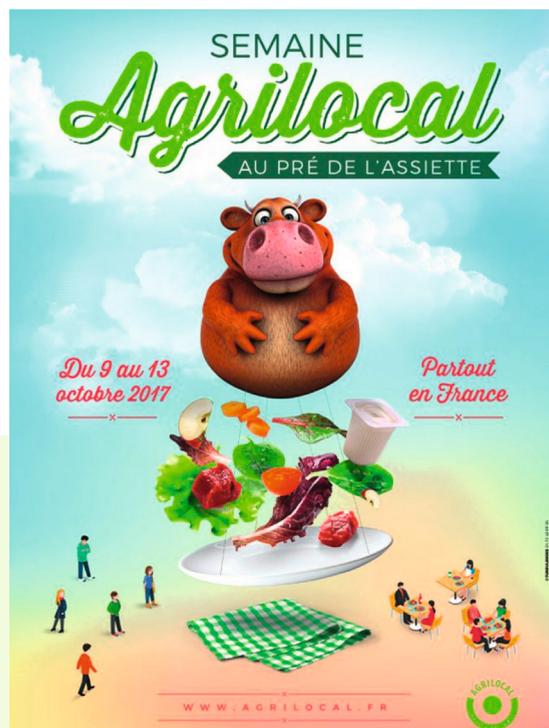
Deux compétitions d'envergure ont été accueillies au Haras national du Pin : le concours complet international et le concours international d'attelage.



Dans le cadre des petits investissements de modernisation et de développement des exploitations agricoles, 57 dossiers ont été subventionnés pour un montant de 228 866 €. Cette politique a connu un fort engouement dès sa mise en œuvre.

CIRCUITS COURTS, la plateforme **Agrilocal** qui permet de mettre en relation les producteurs locaux et les acheteurs de la restauration collective concerne, en 2017, 60 acheteurs et 55 producteurs.

Par ailleurs, une action de promotion « Au pré de l'assiette » a été organisée au niveau national en octobre pour valoriser les producteurs inscrits



Indicateurs LOLF

- 22,15 km de haies plantées (+ 52,5%)
- 11 600 visites des espaces naturels sensibles (- 2,15%)



PLANTATIONS DE HAIES BOCAGÈRES

Une nouvelle politique a été adoptée le 30 juin 2017 destinée à relancer les opérations de plantation en favorisant financièrement les opérations par les Communautés de communes.

Une légère hausse des demandes d'aides a déjà été constatée. Le montant des aides accordées en 2017 s'élève à 57 865 €

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

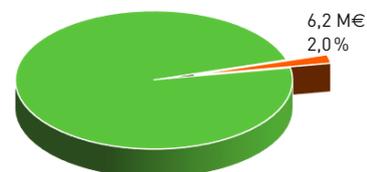
► Programme action numérique (925)

CONSTATS

La phase d'accélération du Plan numérique ornaïs a été décidée en juillet 2015

IMPACT

109 sous-répartiteurs de montée en débit ont été mis en service avec un an d'avance sur le Plan numérique ornaïs (PNO).



PLAN NUMÉRIQUE ORNAÏS (PNO)

Pas moins de 51 nouvelles opérations ont été réalisées durant l'année, permettant à 6 067 nouveaux foyers de bénéficier d'une amélioration de leur accès Internet. Parmi ces derniers foyers, 99,6% disposent maintenant d'un accès au haut débit (> 2 Mb/s) et 52,5% disposent même d'un accès au très haut débit (> 30 Mb/s).



29 SEPTEMBRE 2017

Approbation du Conseil départemental pour l'accélération du Plan Numérique Ornaïs ayant pour ambition la couverture en très haut débit de 100% du territoire ornaïs d'ici fin 2023

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

B.2 Jeunesse culture

► Programme sport (931)

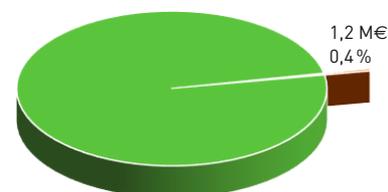


CONSTAT

Le Département a maintenu fortement ses aides à l'investissement aux collectivités locales pour la construction ou rénovation d'équipements sportifs

IMPACTS

- Construction de trois city stades (Nonant-Le-Pin, Courtomer, Tourouvre-au-Perche)
- Construction d'un terrain de beach soccer (La Ferté-Macé)
- Construction d'une piste de roller (Alençon)
- Reconstruction d'une base de canoë-kayak (Argentan),



DU 30 JUILLET AU 6 AOÛT 2017,

le département de l'Orne a accueilli la 79^e semaine internationale de cyclotourisme à Mortagne-au-Perche.

Cette manifestation a rencontré un grand succès avec plus de 10000 cyclotouristes qui ont parcouru les routes de l'Orne et découvert de nombreux lieux emblématiques du Département.

Cette 79^e semaine a mobilisé tout un territoire qui a bénéficié des retombées économiques liées à la présence des sportifs pendant une semaine (commerces, hébergements, structures touristiques).



► 79^e semaine internationale de cyclotourisme

79^e SEMAINE FÉDÉRALE INTERNATIONALE DE CYCLOTOURISME

Mortagne-au-Perche du 30 juillet au 06 août 2017



► Le cross des collégiens au Haras-du-Pin

CROSS DES COLLÉGIENS

Le cross des collégiens du Conseil départemental qui s'est déroulé le 15 novembre 2017 à l'hippodrome de la Bergerie au Haras-du-Pin a réuni 1 801 participants (762 filles et 1 039 garçons).

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

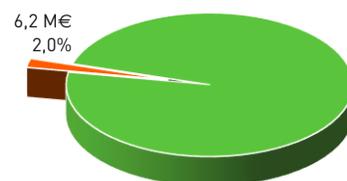
Programme collège - formation initiale - jeunesse (932)

CONSTATS

Le Département continue activement le déploiement des technologies informatiques dans les collèges. Travaux de réaménagement et de mise en accessibilité du bâtiment externat au collège Louis-Grenier du Mêle-sur-Sarthe
Sécurisation périmétrique de l'ensemble des collèges publics ornaï (clôtures, portails automatisés, visiophones) avec 1,2 M€ mobilisés dans le contexte sécuritaire lié au risque de terrorisme sur le territoire national

IMPACTS

Tous les établissements ornaï sont désormais raccordés à l'Espace Numérique de Travail (ENT) et seize collèges à la fibre optique pour un coût de 20 M€
Réalisation d'une deuxième tranche de travaux de désamiantage au collège Yves-Montand du Theil-sur-Huisne
Le cadre de vie des collégiens et personnels se trouve amélioré par les investissements assurés par le département tant au niveau de la sécurité que de l'enveloppe des bâtiments ou encore l'apprentissage des technologies numériques.



Le Département souhaite offrir un cadre de vie et d'exercice adapté à la communauté éducative. Depuis 2010, un programme ambitieux de rénovation des collèges a été lancé. En 2017, 7,45 M€ ont encore été investis, ce qui porte le programme à 65 M€ et une dépense annuelle moyenne en gros travaux de 28 €/habitant.

En Normandie,

- L'Orne est le 1^{er} des cinq Départements avec 74 € par habitant investis dans l'Éducation.

Source : DGCL - DESL

LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE EN RESTAURATION SCOLAIRE

En 2017 le Département a poursuivi activement son action en partenariat avec le CREPAN. Ainsi 10 collèges ont pu être orientés vers des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire, soit 4 nouveaux collèges par rapport aux années précédentes.

N'EN PERDS PAS UNE MIETTE, FINIS TON ASSIETTE!



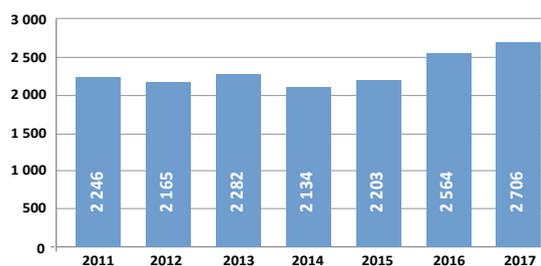
STOP au Gaspillage alimentaire

CHACUN FRANÇAIS, LETTE EN MAIN, 20 KG D'ALIMENTS NE PASSE PAS LA PORTE DE SA MAISON. POINTS VERTS, ANIMAUX ET TERROIR DE RESTAURATION SCOLAIRE, LES PRODUITS ET LES DÉCHETS, RESPECT ET NON CONSOMPTION.

www.alimentation.gouv.fr

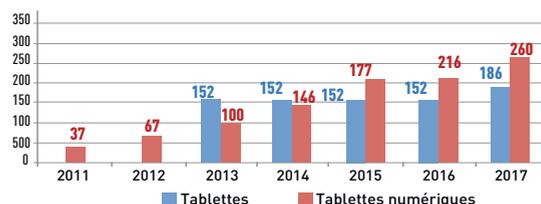
MANGER C'EST BIEN JETER C'A CRAINT!

NOMBRES D'ORDINATEURS



Le Conseil départemental poursuit son action d'équipement des collèges en ordinateurs afin de mieux préparer les collégiens aux outils numériques

NOMBRES D'ÉQUIPEMENTS NUMÉRIQUES



E3D (établissement en démarche de développement durable) : en 2017, 2 collèges publics et 2 collèges privés ont été retenus à l'appel à projet portant ainsi le total de collèges labellisés à 12 !

Indicateurs LOLF

- 9 981 collégiens publics (-3%)
- 27 % d'élèves boursiers (+0,38%)
- 18 associations jeunesse aidées (1 de plus qu'en 2016)
- 7 450 621 € de travaux dans les collèges (+27,6%)

L'ensemble des collèges a été équipé en systèmes de télé relève pour les compteurs d'eau afin de détecter une éventuelle fuite ou une consommation anormale. En parallèle, 6 des collèges les plus consommateurs ont été équipés en télé relève pour l'ensemble des fluides (gaz, fuel, électricité...)

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Programme action culturelle et enseignement artistique (933)



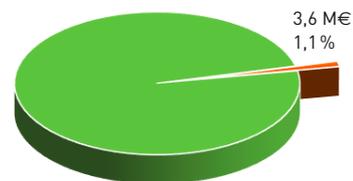
CONSTATS

Le Conseil départemental souhaite favoriser le soutien aux projets émergents et novateurs qui favorisent l'innovation et le risque artistique.

IMPACTS

Dans le cadre de Rezz0 61, ce sont au total 135 manifestations qui ont été proposées (saison tout public, saison jeune public et festivals confondus). Ces manifestations ont comptabilisé 14 007 entrées.

25 représentations de spectacles pluridisciplinaires (théâtre classique et contemporain, musique classique, jazz, musiques du monde, danse, marionnettes, etc.) ont été organisées pour une fréquentation de 1 831 spectateurs.



100PRESSION
100PRESSION (COLLECTIF DE GRAFFEURS)
EXPOSITION
Galerie des Tanneurs
L'Aigle - ORNE - NORMANDIE
DU 1^{ER} AU 22 AVRIL 2017

Entrée libre : mardi, mercredi, samedi et dimanche de 14h30 à 18h
Renseignements : Service culturel 02 33 94 44 40

EN 2017,

17 expositions ont été présentées dans l'Orne ainsi qu'à l'Hôtel du Département.

Indicateurs LOLF

- 16 festivals subventionnés par Le Conseil départemental en 2017 (idem qu'en 2016) pour un nombre total de spectateurs de 72 329 (+8,2%)
- 75 819 prêts de documents départementaux (-6%)

2^e ÉDITION du festival Lik'Orne avec 4 250 participants (+ 850 par rapport à 2016).



RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

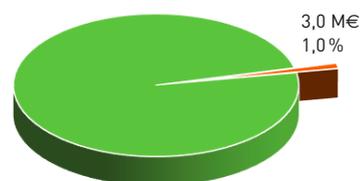
Programme patrimoine culturel (934)

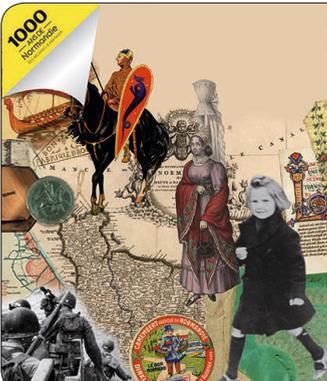
CONSTATS La réévaluation de la documentation administrative conservée aux Archives (bulletins, annales et circulaires de ministères) a été engagée en 2017

Le Département a mis en production le système d'archivage électronique

IMPACTS 70 ml de publications ont été éliminés

Le Département est désormais en mesure d'assurer l'archivage électronique à long terme des documents nativement numériques.





1000

- ANS DE -

Normandie

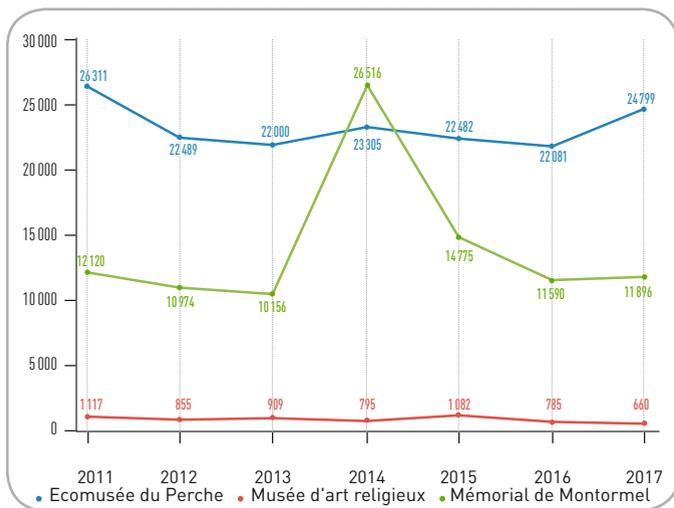
> 26 AVRIL 03 SEPTEMBRE 2017

UNE EXPOSITION DES CINQ DÉPARTEMENTS NORMANDS

Entrée libre
Du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 (sauf jours fériés, 26 mai et 14 août)
Le dimanche de 14h30 à 18h

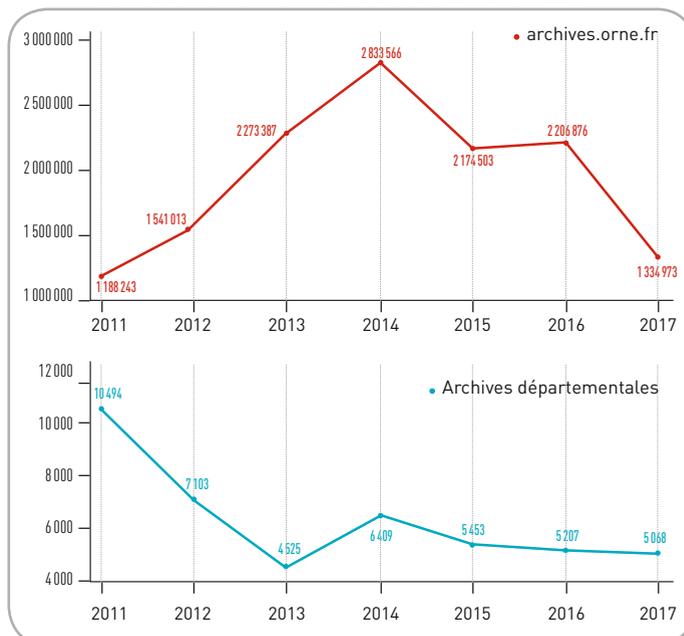
Archives départementales de l'Orne
8, avenue de Basingstoke - 61000 Alençon
Tél. : 02 33 81 23 00
Plus d'infos sur archives.orne.fr

ÉVOLUTION DES VISITES DANS LES MUSÉES



On constate une augmentation de la fréquentation des musées dans le même temps où les visites aux archives diminuent.

VISITES AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES



RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

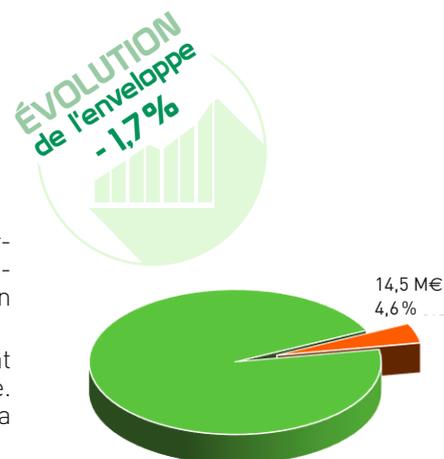
B.3 Economie finances

Programme Solidarité territoriale (971)

AIDES AUX ENTREPRISES

Afin de renforcer les liens avec les collectivités et favoriser la lisibilité de l'intervention du Département sur les territoires, le Conseil départemental s'est engagé dans la mise en œuvre de sa première politique de contractualisation en partenariat avec la région Normandie.

Elle s'est concrétisée par la signature de deux protocoles préalables au contrat de territoire, au printemps 2017, avec le Pays du Bocage et le Pays du Perche. L'ensemble porte sur plus de 45 M€ d'opérations, et l'aide départementale sera de plus de 3 M€.



DU NOUVEAU EN 2017 :

- Lancement de la 1^{re} politique de contractualisation
- Adoption du dispositif Orn'Immo en délégation de compétence d'octroi des aides des EPCI, pour l'immobilier d'entreprises (subvention ou avance remboursable au choix du demandeur).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2 dossiers ont été financés en 2017 au titre du fonds départemental d'aménagement des zones d'activités (FDAZA) :

- La création d'une zone d'activité de 3,5 ha sur la commune de Lonlay-L'Abbaye. Un accord de principe a été formulé pour une aide maximale de 118 000 €. Le coût estimé du projet est de 394 666 € ;
- La création d'une zone d'activité de 20 ha sur la commune de Saint-Quentin-les-Chardonnets. Un accord de principe a été formulé pour une aide maximale de 156 000 €. Le coût estimé du projet est de 520 000 €.

6 dossiers financés au titre de l'accompagnement du programme européen LEADER (Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale) pour un montant de 38 351 €.

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

INGÉNIERIE TERRITORIALE

L'activité 2017 de l'observatoire territorial a permis de poursuivre les travaux spécifiques engagés l'année précédente sur la démographie médicale, qui permettront au cours de l'année 2018 de proposer de nouveaux axes d'action afin d'enrayer la pénurie de médecins dans l'Orne.

DÉMOGRAPHIE MÉDICALE

L'année a été essentiellement consacrée à une réflexion sur l'élaboration de nouveaux pôles de santé qui sont en cours de validation sur Vimoutiers, La Ferté-en-Ouche, la communauté urbaine d'Alençon, Sées et sur le canton de Bretoncelles.



Le Conseil départemental a versé une aide de 9 520 € à ALTHEA pour la gestion de huit logements destinés aux stagiaires en médecine libérale dans l'Orne.

Le Conseil départemental a décidé d'indemniser les étudiants en médecine générale qui effectuent leur stage dans l'Orne.

En 2017, ce sont donc 85 étudiants qui ont été aidés pour un montant de 17 000 €.

Indicateurs LOLF

- 180 médecins généralistes dans l'Orne (- 3,2%)
- Ouverture d'un pôle de santé libéral et ambulatoire à Ecouché-les-Vallées

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIES ET DE SECOURS (SDIS)

En 2017, la participation du Conseil départemental s'est élevée à 9 400 000 €, soit 38,8% du budget du SDIS.



RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE



► Programme action touristique (972)

CONSTAT

Suite à l'adoption d'une stratégie vélo départementale en décembre 2016, des moyens importants ont été déployés pour l'aménagement des infrastructures.

IMPACT

En complémentarité, des actions de promotion ont eu lieu, notamment par la participation aux comités Véloscénie et VéloFrancette qui ont vocation à définir et mettre en œuvre une stratégie de mise en marché de ces 2 itinéraires nationaux.



Une nouvelle politique a été adoptée en juin 2017 au titre :

- ☑ des hébergements touristiques (gîtes, chambres d'hôtes, campings, parcs résidentiels),
- ☑ des hôtels-restaurants,
- ☑ des structures communales et intercommunales pour les gîtes, chambres d'hôtes, campings, aires de camping-cars, signalisation touristique et hôtels-restaurants.

Environ 80 % de l'enveloppe départementale consacrée au tourisme est dédiée au soutien de la régie Tourisme 61.

Une partie du service « Promotion-Communication » de Tourisme 61 assure la mise en œuvre de la stratégie digitale du Conseil départemental au sein du service web de la Direction de la communication. Cette **mutualisation des moyens humains, pour une meilleure efficacité** des campagnes visant à développer la notoriété de l'Orne sur le web et les réseaux sociaux, se trouve renforcée également avec une assistance de Tourisme 61 auprès du service « print » de la Direction de la communication avec la prise en charge du guide de l'été et de brèves touristiques dans « L'Orne Magazine ».

➤ Indicateurs LOLF

- 16 chambres d'hôtels*** aidées (+ 23 %)
- 55 chambres de gîtes (+104,5 %)
- 2 chambres d'hôtes (-80 %)



L'activité web (dont 15 sites web pour Tourisme 61) a mobilisé largement les équipes avec une forte progression des suiveurs sur **Facebook (23 000 fans à ce jour soit + 35%)**. En 2017, Tourisme 61 a engagé les travaux de refonte du référencement naturel du site vitrine départemental : www.ornetourisme.com avec un appui des campagnes marketing, d'où une **fréquentation en progression**. La conquête d'internautes et la fidélisation de « clients » du site s'effectue également par l'envoi constant de newsletters. Tout au long de 2017, le **déploiement des offres web sur de nouveaux supports dont Orne dans ma poche** s'est poursuivi avec notamment la remontée des bons plans et offres sur les courts séjours et la **mise en avant des circuits de randonnées et touristiques**. Un important travail a également été réalisé en 2017 pour l'Internet de séjour Normandie et l'open data en national.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

B.3 Sanitaire social

Programme enfance / famille (961)

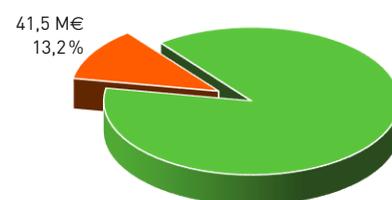


CONSTATS

Le département a conduit de manière partenariale l'élaboration de son schéma enfance - famille.
La montée en puissance de l'accueil des mineurs isolés étrangers s'est poursuivie en 2017
Les objectifs d'amélioration du repérage et de l'évaluation des situations dans le cadre de la Cellule de recueil des informations préoccupantes et de diversification des modes de prise en charge se sont poursuivis

IMPACTS

Le taux de placement, qui reste élevé, a toutefois été ramené à un niveau moyen
Le dispositif d'accueil de l'aide sociale à l'enfance est mis en tension et représente une charge financière importante croissante.
2017 a été principalement marqué par la création de 3 nouvelles maisons d'assistantes maternelles dans le domaine "Accueil de la petite enfance".



La prévention de la radicalisation sur les territoires a exigé un travail de formation des professionnels.

La prévention des violences faites aux femmes s'est poursuivie grâce aux interventions en gendarmerie de deux intervenants sociaux, et à une mobilisation des professionnels de terrain.

En 2017, le nombre d'informations qualifiées de préoccupantes par la Cellule de recueil et de traitement des informations préoccupantes (CRIP) est en augmentation de 31,8% par rapport à 2016. Cette augmentation peut s'expliquer par les changements d'interlocuteurs intervenus tout au long de l'année 2017, aussi bien en interne du Conseil départemental que dans les services de l'Éducation nationale (principaux émetteurs d'informations préoccupantes).

FOYER DE L'ENFANCE (FDE)

En 2017, 92 mineurs ont été accompagnés par l'équipe du foyer de l'enfance. Le nombre de journées réalisées est ainsi en nette augmentation par rapport à 2016 : 8335 journées en 2017 contre 7011 l'année précédente. L'évolution majeure de cette année concerne le public des mineurs non accompagnés (MNA) pour qui le nombre de places d'accueil a été multiplié par plus de deux.

Cette nouvelle forme d'accueil (évaluation/orientation) vient directement impacter la moyenne de durée de séjour. Ainsi la durée globale d'un séjour au Foyer départemental de l'enfance (FDE) est de 3,5 mois.



CENTRE MATERNEL



L'année est marquée par une forte activité, 10069 journées ont été réalisées contre 8 506 journées en 2016. La majorité des familles accueillies présentait d'importants troubles de la relation mère/enfant, des carences et des négligences graves.

Indicateurs LOLF

- 398 assistants familiaux employés par le Conseil départemental (-3,63%)
- 1 010 enfants concernés par une information préoccupante (+ 12,6%) dont 381 signalements transmis au procureur (- 12%)

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Programme dépendance handicap (962)

CONSTATS

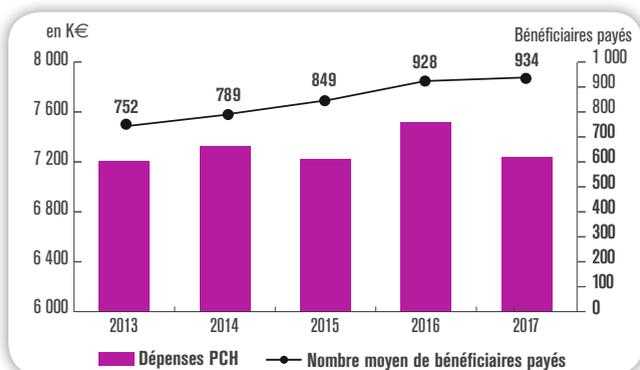
Démarrage de la mise en oeuvre du schéma de l'autonomie, avec la réalisation de nombreuses fiches-actions
Lancement de la coopération Mobilisation nationale contre l'isolement des personnes âgées (MONALISA) pour l'Orne
L'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie) à domicile a connu une réforme importante en 2016 liée à l'application de la loi d'« adaptation de la société au vieillissement » (ASV) à compter du 1^{er} mars 2016 dont les effets sur le nombre de bénéficiaires et la dépense se font pleinement sentir en 2017.

IMPACTS

Création du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA)
L'APA a enregistré une augmentation assez significative du nombre de bénéficiaires payés : de 4 098 en moyenne en 2016 à 4 318 en moyenne en 2017 (+ 5,37 %)



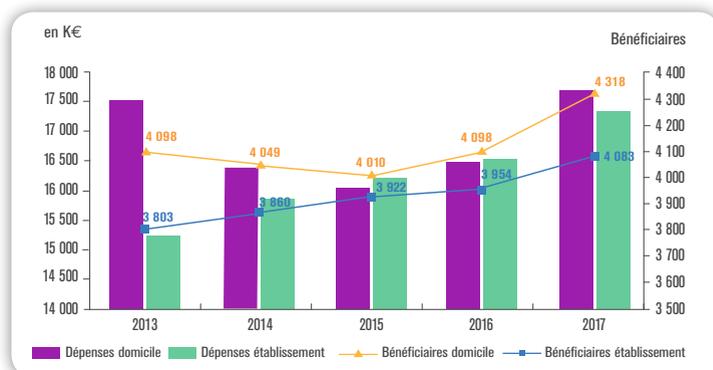
ÉVOLUTION DE LA PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP DE 2013 À 2017



Le nombre de bénéficiaires de la PCH s'est stabilisé en 2017 en parallèle d'une baisse du coût moyen par dossier (7739 € en 2017 contre 8107 € en 2016).



ÉVOLUTION DE L'APA DE 2013 À 2017



Depuis 3 ans, la tendance à la hausse se poursuit du fait de l'application de la loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement (loi ASV) qui permet un financement plus important des plans d'aide à domicile (diminution du reste à charge pour les personnes âgées, relèvement des plafonds d'attribution par niveau de dépendance, apport de crédits nouveaux dans le cadre de l'aide aux aidants). Les effets sur le nombre de bénéficiaires et la dépense se font pleinement sentir en 2017.



SCHEMA départemental



pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap
2017-2021

AXES TRANSVERSAUX

LE SCHEMA D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES ÂGÉES ET LE SCHEMA DÉPARTEMENTAL DU HANDICAP

Le schéma départemental 2017-2021 pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, approuvé par le Conseil départemental en séance du 30 septembre 2016, comprend trois grandes orientations, déclinant le parcours de vie des personnes et propose douze fiches actions, à réaliser sur les cinq ans, dans le but d'améliorer l'accompagnement des personnes du domicile à l'établissement.

L'outil de suivi du schéma fait ainsi apparaître la réalisation de plusieurs actions en 2017 et d'autres engagées sur le long cours.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Programme cohésion sociale (963)

CONSTATS

Evolution du contrôle RSA
Mise en oeuvre de la convention FAPI (Fonds d'appui aux politiques d'insertion)
Nouvelle politique pour les aides à l'autonomie et la revitalisation des centres-bourgs.

IMPACTS

Premiers Contrats d'engagement(s) réciproque(s) (CER) mis en œuvre par les référents MSA.
L'augmentation substantielle du nombre de CER validés démontre la mobilisation des professionnels de l'accompagnement social dans la démarche de contractualisation, ainsi que la recherche constante de cohérence et de transversalité sur le territoire. Cette démarche permet aux ménages accompagnés d'accéder à une plus grande autonomie et s'appuie sur leur potentiel et leurs ressources propres.
La signature de la convention FAPI (Fonds d'appui aux politiques d'insertion) a permis de développer des axes importants en matière d'insertion venant compléter le dispositif en place.



ACTIVITÉS DE COMMISSIONS RSA :

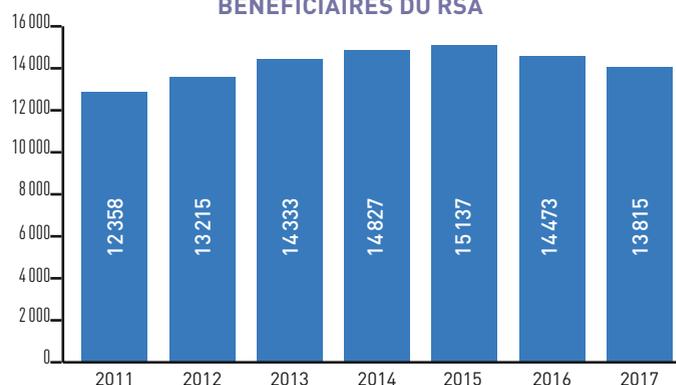
Le nombre de dossiers examinés en 2017 est passé à 7 047 contre 6 323 en 2016 (et 6 082 en 2015) soit une augmentation de 11,45%. Ce chiffre comprend notamment la continuité de la montée en charge (observée depuis 2015) des Contrats d'engagement réciproques ainsi que les décisions de sanctions pour défaut d'actions d'insertion engagées



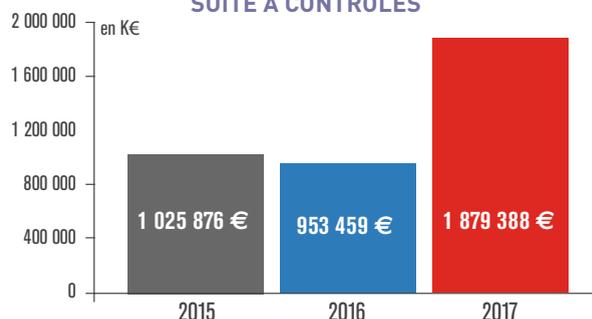
La diminution du nombre d'allocataires du RSA s'explique par la mise en place du plan de prévention des indus et de maîtrise des dépenses avec la création de la cellule Contentieux et maîtrise des risques en avril 2015.

Les nombreux contrôles effectués par la cellule ont permis de ne payer que le juste droit et ainsi de sortir du dispositif RSA un peu plus de 1 300 bénéficiaires qui ne remplissaient plus les critères d'attribution.

BÉNÉFICIAIRES DU RSA



MOINDRE DÉPENSE AU TITRE DU RSA SUITE À CONTRÔLES



RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

AIDES À LA PIERRE ET POLITIQUE DE LA VILLE

Le Conseil départemental s'investit, en partenariat avec l'État, sur les thématiques suivantes :

- ▢ la précarité énergétique : mise en place d'ateliers collectifs de lutte contre la précarité énergétique et organisation d'un évènement autour d'un Éco-logement itinérant ;
- ▢ l'habitat indigne : participation active au pôle de lutte contre l'habitat indigne ;
- ▢ la prévention des expulsions : participation à la mise en œuvre des Commissions de coordination des actions de prévention des expulsions (CCAPEX), réécriture du règlement intérieur et de la Charte des expulsions locatives.



QU'EST-CE QU'UNE CCAPEX ?

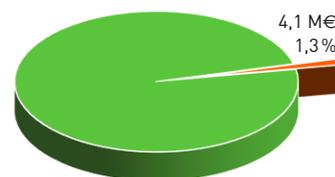
Afin d'aider le plus tôt possible les familles en situation d'impayés de loyer et donc d'empêcher leur expulsion, il existe dans chaque département une Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX).

Programme santé (964)

DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN

	2014	2015	2016	2017
Mammographies réalisées	13 721	13 512	12 332	13 076
Taux de participation cible 50/74 ans	57,70 %	56,83 %	51,23 %	54 %

La course-marche de 4,5 km en faveur du dépistage du cancer du sein « les Elles de l'Orne » a compté, en 2017, plus de 3500 participantes. Chaque année ce taux de participation augmente confirmant l'intérêt de cette opération de sensibilisation.



Indicateurs LOLF

- 11 790 dépistages du cancer colorectal dont 6 394 femmes et 5 396 hommes (- 42,1%)
- 498 dépistages positifs dont 204 femmes et 294 hommes, soit un taux global de 4,22 % (-13,5% de dépistages positifs par rapport à 2016.
- 3550 participantes aux Elles de l'Orne (+2,4%)



Participation population cible 50 / 74 ans.

Sur deux ans, soit une campagne, le taux de participation est le suivant :

- ▢ 2014-2015 : 57,25 % ;
- ▢ 2015-2016 : 54 % ;
- ▢ 2016-2017 : 52,43 %.

Sur la campagne 2016 – 2017 est enregistrée de nouveau une baisse de participation au mammobile due à la mauvaise fiabilité de la climatisation qui génère des mises en sécurité du sénographe et des reports de rendez-vous. Toutefois, sans cet imprévu, l'activité s'est maintenue tout au long de l'année sur l'ensemble du Département. On constate même une augmentation de l'adhésion en fin d'année.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

C - La collectivité exemplaire et responsable

Programme Bâtiments et propriétés départementales (941)

CONSTATS

Depuis 2016, le département déploie une solution de suivi en temps réel des consommations d'eau et de fluides sur les sites les plus consommateurs

Par ailleurs, le Département poursuit le développement des moyens de production d'énergie renouvelable

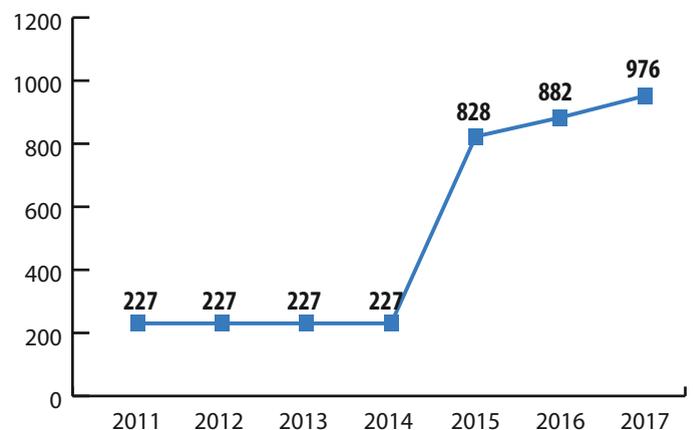
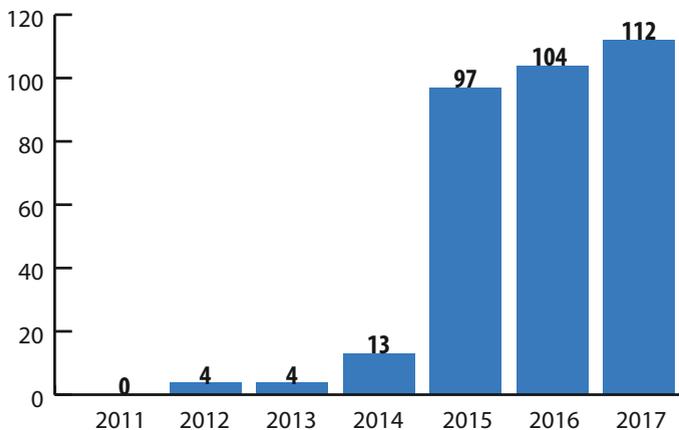
IMPACTS

En 2017, en plus des collèges, 4 sites départementaux ont été intégrés à la plateforme Ubigreen pour le suivi des consommations : l'Hôtel du département, le PSS, le foyer de l'enfance et le centre maternel

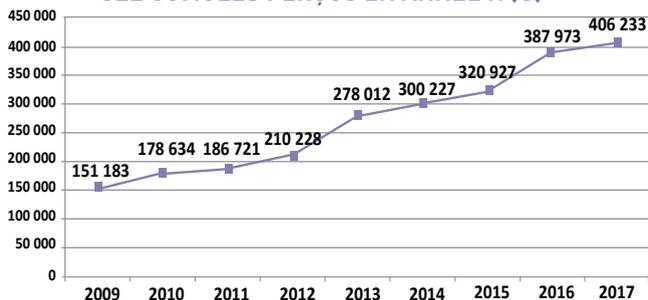
94 m² de panneaux photovoltaïques ont été installés sur le toit de l'Atrium pour une puissance de 15 kW crêtes

PRODUCTION ANNUELLE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES (MWh)

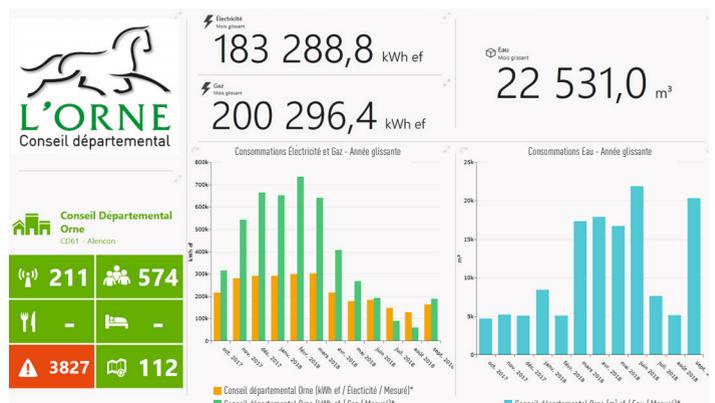
SURFACE CUMULÉ PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES (m²)



CEE CUMULÉS PERÇUS EN ANNÉE N (€)



Depuis 2009, le dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) a permis au département de percevoir 406 233 € en relation avec les travaux menés dans les collèges. Ce système, proposé par l'Etat, permet en effet aux collectivités de récupérer une somme d'argent auprès des fournisseurs d'énergie lorsqu'elles mènent des travaux améliorant les performances énergétiques de leur patrimoine.



La solution Ubigreen permet de détecter des consommations anormales ou des fuites d'eau afin de réagir en temps réel et générer des économies d'eau et d'argent.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Programme équipements et services (942)

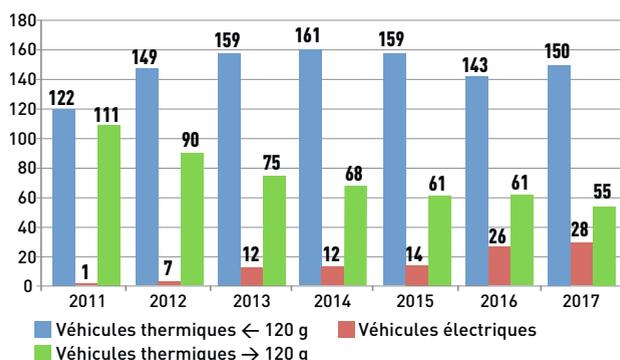
CONSTAT

Un effort important est porté sur le renouvellement du parc de véhicules par des moteurs moins émissifs
Par ailleurs, afin d'optimiser la flotte de véhicules et offrir un nouveau service aux Ornaïs, il a été inauguré le service AutoFree 61

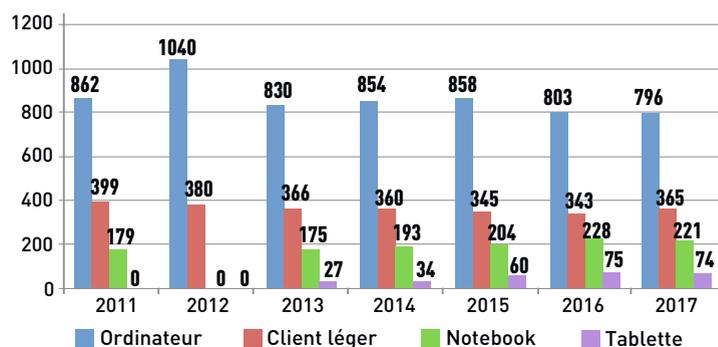
IMPACTS

Les émissions globales liées aux déplacements continuent de diminuer
6 véhicules électriques sont mis à disposition des agents ou du grand public tous les jours de la semaine et le week-end

NOMBRE DE VÉHICULES LÉGERS ET UTILITAIRES



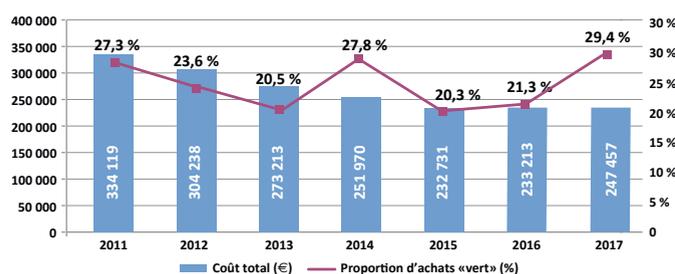
NOMBRE D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES



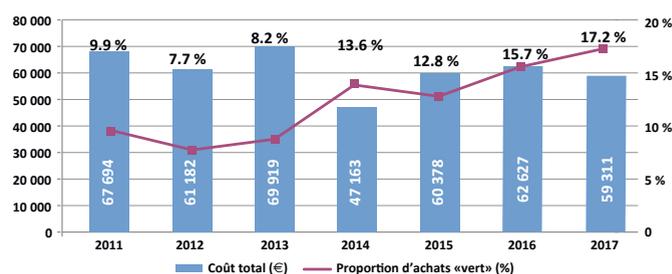
Le renouvellement du parc automobile par des véhicules moins émissifs améliore les émissions globales de gaz à effet de serre liées aux déplacements des agents

Le nombre d'ordinateurs continue de décroître pendant que le nombre de clients légers augmente. Ceci permet de réduire le parc informatique et donc les consommations d'énergie associées

ÉVOLUTION DES ACHATS DE FOURNITURES DE BUREAU



ÉVOLUTION DES ACHATS DE PRODUITS D'ENTRETIEN



L'achat de fournitures et de produits d'entretien bénéficiant d'un écolabel ont connu une forte progression

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

➔ Le parc de véhicules électriques



Le Conseil départemental rationalise sa flotte de véhicules avec une gestion la plus efficace possible. Le service proposé est également source d'économie pour les utilisateurs dans la mesure où il peut, à terme, éviter pour les ménages ornais l'achat d'un second véhicule. Il permet un déplacement « doux » à moindre coût en comparaison du prix de l'essence et du gasoil.



GLOSSAIRE

APA : Allocation personnalisée d'autonomie

ASV : Adaptation de la société au vieillissement

CDCA : Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie

CEE : Certificat d'économie d'énergie

CER : Contrat d'engagement réciproque

DD : Développement durable

E3D : Etablissement en démarche de développement durable

ENS : Espace naturel sensible

EPI : Equipement de protection individuelle

FAPI : Fonds d'appui aux politiques d'insertion

GES : Gaz à effet de serre

LEADER : Liaison entre actions de développement de l'économie rurale

PCH : Prestation de compensation du handicap

REGAL : Réseau pour éviter le gaspillage alimentaire

RSA : Revenu de solidarité active

SATTEMA : Service d'appui technique au traitement des eaux et des milieux aquatiques

SDIS : Service départemental d'incendie et de secours



Conseil départemental de l'Orne
Bureau énergie-déchets-développement durable
27, boulevard de Strasbourg
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex
Tél. 02 33 81 61 52
<http://www.orne.fr>